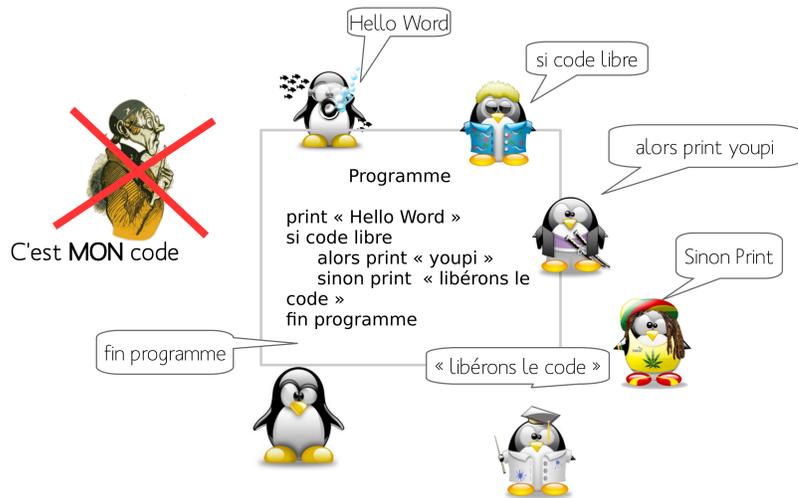


En 2023, les Gafam (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) sont les premiers milliardaires de la planète, nous obligeant, de fait, à utiliser leurs logiciels privateurs. Utiliser des logiciels libres revient à s'opposer à ces géants et par ricochet à se poser des questions politiques.

* Un logiciel privateur ne respecte pas les quatre libertés du libre, voir panneau n°1

A l'origine du libre, des communautés de développeurs très diverses



Des geeks bénévoles développent avec beaucoup d'abnégation des logiciels, des bibliothèques d'outils, mises à disposition de tous.

Des entreprises participent aux communautés, pour des raisons économiques en mutualisant les coûts ou pour avoir des logiciels adaptés.

Sans communautés, le logiciel libre n'existe pas. Elles ont inventé leurs propres démocraties : reconnaissance par ce qu'on fait, fonctionnement horizontal, diversité des modes d'organisation, etc.

Le numérique, une nouvelle richesse à partager

Et si militer pour un autre partage des richesses passait aussi par l'utilisation des logiciels libres, évitant de donner de l'argent aux plus grands milliardaires de la planète ?

Une anecdote:

« T'es communiste et tu connais pas les logiciels libres ? »

Cette réflexion m'a été faite il y a plus de 20 ans. Il y avait une telle surprise dans la voix du collègue que je me suis demandé ce que pouvaient bien être ces logiciels libres que, communiste, j'étais censée connaître. J'ai retrouvé dans le libre ce qui motivait mon engagement communiste : le bien commun, le partage, et en prime un enthousiasme et un élan militant disparus depuis longtemps »

C'est MON usine



Proletaires de tous pays, unissons-nous

Le Libre et la politique



- Pourquoi les militants n'utilisent-ils pas plus le libre ?
- Comment rémunérer les développeurs et éviter leur épuisement ?
- Pourquoi le geek est-il très souvent de sexe masculin, vivant la nuit ?
- Libristes et militant·es : si nous luttons ensemble pour un monde numérique plus juste ?
- Les fablabs peuvent-ils remettre en cause le système capitaliste ?
- Un syndicat doit-il défendre le logiciel libre dans son entreprise ?
- Comment réduire l'impact du numérique sur l'environnement ? voir panneau n°13

Et si tout ce mouvement participait à redonner son sens à la politique en tant qu'organisation de la cité ?

Vers la création d'un service public du numérique ?

Des agents publics développant des logiciels libres ? L'argent des impôts servirait à créer des outils publics.

Pour les citoyens, en proposant des services libres :

- Une adresse de messagerie du genre cestmoi@servicepublic.org
- Des services de type cloud pour stocker ses données, agenda...
- Un « store » d'applications public
- Un service de formation professionnelle au numérique
- Et d'autres à inventer

Pour les services* de l'État et des Collectivités :

Développer des outils par ceux qui s'en servent permet de retrouver du sens à son travail et d'adapter ces outils à ses besoins.

Actuellement, nombre de logiciels métiers sont américains, inadaptés au droit français (exemple en urbanisme) Les adapter coûte cher pour un résultat non satisfaisant.

Les développer en libre permettrait d'avoir une base commune, évolutive avec le droit. Chaque entité, commune, département, région, pourrait l'adapter à ses besoins propres.

* voir panneau n°8